

SUITE DE LA PAGE 1

Kempf. Le capitalisme actuel, ajoute-t-il en en-à, a perdu ses anciennes finalités historiques, création de richesse et d'innovation, parce qu'il venu un capitalisme financier, décrit même par onomistes capitalistes. Ce capitalisme, qui dés-emploie par les rationalisations, les nouvelles ologies et la mondialisation, augmente globale- et partout les écarts entre riches et pauvres chaque pays et, aussi, entre les différents pays, te le journaliste.

te oligarchie, qu'il cible, ne se contente pas de ommer et de gaspiller aveuglément les res- es matérielles de la planète avec ses grosses vo- es voyages en avion, sa consommation débr- e produits vivants, ses maisons inutilement s, son gaspillage d'énergie à tout vent. Elle a asute Hervé Kempf, engendré un modèle d'hyper- mmation tentant désormais d'imiter les classes aures et surtout la classe moyenne, tout comme ys en développement tentent d'imiter les pays entaux, même si, d'instinct ou rationnellement, n sait clairement que «cette idéologie du gaspilla- s ponction sur les ressources planétaires arri- it inévitablement à un terme abrupt.

tte dérive place l'espèce humaine devant le fait précédent qu'elle a atteint ou qu'elle atteindra ot les limites de sa planète, ce qui pourrait par action menacer sa propre existence. Mais cette e est d'autant plus difficile à enrayer, estime e Kempf, qu'elle s'appuie sur un régime semi- itaire de plus en plus institutionnalisé à l'échelle taire. Elle s'appuie même, dit-il, sur des crises ne celle du 11-Septembre pour réduire sensible- t les droits humains conquis de haute lutte et aliser, voire faire disparaître, les mécanismes,

libres sur les choix de projets, les choix de société que soulève à répétition le jeu de l'économie.

Hervé Kempf récusé toute accusation de tenter de faire passer du vert au rouge le débat écolo- gique planétaire.

«Je ne suis pas marxiste, dit-il, et je ne l'ai jamais été parce que cette idéologie ne respecte pas les droits hu- mains. Mais les marxistes n'ont pas le monopole du dé- bat social et on ne peut tout de même pas se fermer les yeux sur des phénomènes documentés, chiffrés, qu'on a sous les yeux. Je constate l'existence de deux crises, l'une écologique et l'autre sociale. Et je constate qu'elles agis- sent en synergie. Et je constate qu'une minorité en tire bénéfice. Et j'en tire des conclusions.»

Mais il constate aussi qu'une grande partie de la gauche européenne n'a pas vu la profondeur des liens entre les deux problèmes, tout comme beau- coup d'écologistes, qui s'en tiennent à une approche environnementaliste, ratent la moitié du problème, sinon sa cause première.

«Si on veut être écologiste, écrit-il, lapidaire, il faut arrêter d'être benêt», car «le social reste l'impensé de l'écologie» si on n'ose pas l'analyser sous l'angle des rapports de pouvoir, de domination et de richesses.

«Il faut, écrit-il, sortir de ce hiatus. Comprendre que crise écologique et crise sociale sont les deux facettes d'un même désastre. Et que ce désastre est mis en œuvre par un système de pouvoir qui n'a plus pour fin que le maintien des privilèges des classes dirigeantes.»

S'il n'aborde pas dans son essai l'impact de la dé- mographie galopante sur les «services biologiques» en déclin de la planète, Hervé Kempf reconnaît d'em- blée que ce facteur a certainement un impact globa- lement plus grand que toute l'hyperconsommation de cette oligarchie, constituée par quelques cen- taines de milliers de millionnaires et de milliardaires, qui contrôlent l'essentiel des revenus et du patrimoi- ne financier. Mais, explique-t-il, c'est cette oligarchie qui crée un modèle insoutenable pour la planète,

dépasse sa consommation directe. «Et, dit-il pince- sans-rire, tous les humains n'ont pas le même impact sur la planète à leur naissance: un Occidental pèsera beaucoup plus lourd sur le sort de la planète qu'un bébé du Niger ou de l'Inde.»

C'est pour mettre fin à cette course à la consom- mation ostentatoire qu'il préconise des contrôles rad- icaux de la richesse par un «plafonnement du salaire maximum et de l'accumulation de la richesse patrimo- niale», une sorte de pendant du salaire minimum mais par le haut.

«Tout le monde, commente Kempf, sait que la Chi- ne ne pourra jamais atteindre un niveau de consom- mation par habitant comparable à celui des Améri- cains, avec deux voitures par famille, trois téléviseurs, quatre ordinateurs et portables, et une maison trois fois trop grande pour ses habitants, ce qui engendre une consommation d'énergie qui suffirait aux besoins d'une dizaine, voire de vingt personnes sur d'autres conti- nents.» Cette oligarchie, qui a mondialisé la pauvreté, le chroniqueur environnemental propose qu'on lui impose une réduction de sa consommation pour qu'elle n'alimente plus ce rêve insoutenable, qui en- gourdît l'esprit critique de toute la planète au point qu'elle ferme les yeux sur le mur dans lequel elle fon- ce à toute vapeur.

Et le journaliste connu pour sa rigueur et sa pon- dération n'en conclut pas moins: «Il faudra encore que la préoccupation écologique s'articule à une ana- lyse politique radicale des rapports actuels de domina- tion. On ne pourra pas diminuer la consommation matérielle globale si les puissants ne sont pas abaissés et si l'inégalité n'est pas combattue. Au principe écolo- giste, si utile à l'époque de la prise de conscience — «Penser globalement, agir localement» —, il nous faut ajouter le principe que la situation impose: «Consom- mer moins, répartir mieux.»

Les écologistes, ajoute-t-il, n'ont pas souvent fait le procès de la «misère écologique» qui parque les nauvres à côté des quartiers industriels, pollués et

à risque, à côté des autoroutes ou des activités bruyantes, dans les maisons les plus insalubres et dans les secteurs généralement les moins bien desservis par les services publics, y compris les transports en commun. Il est faux, dit-il, de pré- tendre que le système économique doit croire da- vantage pour sortir ces gens de la misère ou pour permettre aux pays pauvres d'accéder à plus de ri- chesse. Le jeu du système économique va dans l'autre sens, en monopolisant richesse et pouvoir aux dépens des plus démunis et des classes moyennes qui révent — de plus en plus vainement — de se hisser dans le cocon de l'oligarchie financière actuelle, soutient Kempf.

C'est pourquoi, dit-il, il faut «abaisser les riches» plu- tôt que de relever les pauvres, afin de commencer à respecter les seuils de détérioration irréversibles des ressources de la planète.

Il s'en prend d'ailleurs au concept de développe- ment durable et à l'alibi qu'il constitue désormais pour les gouvernements et les entreprises qui s'en servent pour justifier d'autres ponctions dans les res- sources au nom de cette nouvelle rationalité qui se rait inoffensive pour la planète. Le développement durable, écrit-il, est devenu «une arme sémantique pour évacuer le gros mot «écologie». Y a-t-il d'ailleurs besoin de développer encore la France, l'Allemagne ou les États-Unis? Le concept a un sens, concluait-il hier en entrevue, mais uniquement dans les pays en déve- loppement puisqu'il peut leur servir à éviter un déve- loppement aussi brutal et anarchique que celui qu nous avons réalisé en Occident. Mais en Occiden- dit-il, la première des responsabilités environneme- tales «consiste à réduire notre consommation de biens matériels» pour plutôt accéder à un niveau de bien- être basé sur des valeurs, des connaissances, e somme sur des richesses immatérielles mais pou- tant bien réelles.